Collège d'autorisation et de contrôle

Avis n°99/2013

Contrôle de la réalisation des obligations de la société anonyme de droit public Belgacom en tant que distributeur de services de radiodiffusion par câble pour l'exercice 2012

1. Introduction

En exécution de l'article 136, 9° du décret sur les services de médias audiovisuels (ci-après « le décret »), le Collège d'autorisation et de contrôle rend un avis sur la réalisation des obligations de Belgacom au cours de l'exercice 2012, en fondant son examen sur le rapport et les compléments d'informations transmis par le distributeur de services.

La SA de droit public Belgacom est déclarée depuis le 23 mars 2005 en tant que distributeur de services de radiodiffusion par câble.

Le présent avis porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

2. Inventaire des obligations du distributeur

- **Identification du prestataire, dont la transparence de ses structures de propriété et de contrôle (articles 6, §§ 2 à 4, et 77 § 2, 1° du décret)**

L'ensemble des informations requises ont été transmises par le distributeur. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Offre de services (article 77 § 2, 2° du décret)**

L'ensemble des informations requises ont été communiquées par le distributeur de services. Les informations sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

Suivant le tableau récapitulatif des conventions transmis par Belgacom, il apparaît que la diffusion de l'ensemble des services télévisuels est couverte par des conventions de distribution, à l'exception d'un seul service pour lequel cette convention serait en cours de négociation.

- **Obligation de distribution (articles 82 et 83 du décret)**

Dans son avis n° 122/2012¹, le Collège constatait que l'obligation de distribution prévue aux articles 82 et 83 du décret était applicable à Belgacom dans les zones de distribution de Telenet, Tecteo et de l'AIESH dans lesquelles le distributeur détenait plus de 25 % de parts de marché.

Le Collège constate que le distributeur remplit ses obligations de distribution des services télévisuels et sonores définis à l'article 83 du décret dans les zones de couverture visées.

¹ [Avis n° 122/2012](#) du Collège d'autorisation et de contrôle du 22 novembre 2012, suivi des avis relatifs au droit de distribution obligatoire (« must-carry »).

- **Péréquation tarifaire (article 78 du décret)**

Les informations demandées ont été transmises par le distributeur de services. Les pièces sont intégrées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Promotion de la diversité culturelle et linguistique (articles 80, § 1^{er}, et 81, § 1^{er}, du décret)**

Le distributeur a opté en 2012 pour une contribution à la production d'œuvres audiovisuelles (article 80 du décret) sous la forme de coproduction ou de pré-achat d'œuvres audiovisuelles, sur base du nombre d'abonnés.

La contribution de la S.A. iMotion Activities pour les exercices 2012 et 2013 fait l'objet d'une convention du 23 octobre 2012 négociée entre l'éditeur, le Gouvernement de la Communauté française et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants, des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels².

Selon les termes de cette convention, la contribution du distributeur est calculée sur base du nombre d'abonnés pour ce qui est de la distribution par câble. Son montant est défini conformément à l'article 80, § 3, al. 1^{er}, 1^o du décret et est ensuite majorée de 2,5%.

Contribution 2012

En application de la convention susvisée, l'obligation de contribution du distributeur s'élevait pour 2012 à un total de 968.632,08 € (tous services confondus et y compris le report de l'exercice précédent). Selon le dernier rapport du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, les engagements du distributeur s'élèvent pour 2012 à 851.735,00 €. La vérification de l'obligation pour cet exercice n'est toutefois pas clôturée.

Le manquement d'engagement de 116.897,08 € ainsi constaté est intégralement reportable sur l'exercice 2013, celui-ci ne dépassant pas 15% du montant de l'obligation totale pour 2012³.

Contribution 2013

Le distributeur a en outre déclaré le nombre d'abonnés à la télévision câblée au 30 septembre 2012. Les données sont versées au dossier administratif constitué et mis à jour par le CSA.

Concernant la mise en œuvre de l'article 81, les informations demandées ont été communiquées par le distributeur de services. Les pièces sont intégrées au dossier administratif constitué et mis à jour par le CSA.

² Cette convention proroge pour une durée de deux ans la précédente convention du 23 décembre 2010 portant sur la contribution du distributeur pour les années 2009 à 2011.

³ En vertu de l'art. 5, § 6, de l'arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2008 fixant les modalités de la contribution des distributeurs de services de radiodiffusion télévisuelle à la production d'œuvres audiovisuelles sous forme de coproduction ou de pré-achat.

- **Présentation comptable (article 79 du décret)**

A l'issue de son précédent contrôle annuel⁴, le Collège a pour rappel invité Belgacom à prendre les mesures nécessaires pour se conformer à l'obligation de présentation comptable conformément à la recommandation du Collège du 31 mai 2006 relative à la mise en œuvre de l'article 77 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et ce au plus tard pour l'exercice comptable 2013.

- **Ressources et services associés (articles 126 à 129, 130 et 132 du décret)**

Les informations demandées ont été fournies par le distributeur. Les données sont versées au dossier administratif constitué et tenu à jour par le CSA.

- **Dispositif de protection des mineurs (arrêté du Gouvernement de la FWB du 21 février 2013)**

A la demande du Collège, un état des lieux du dispositif en place a été transmis par le distributeur compte tenu du fait qu'un examen formel de conformité ne sera effectué qu'à l'occasion du contrôle de l'exercice 2013.

3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle

Concernant les accords qui lient le distributeur aux éditeurs de services, le Collège enjoint Belgacom de le tenir informé dans les plus brefs délais et au plus tard pour le 30 octobre 2013 des avancées dans la négociation et la signature de la convention qui fait défaut.

Le Collège rappelle à Belgacom son obligation de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à l'obligation de présentation comptable conformément à la recommandation du Collège du 31 mai 2006 relative à la mise en œuvre de l'article 77 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et ce au plus tard pour l'exercice comptable 2013. Un contrôle formel du respect de cette obligation sera dès lors effectué qu'à l'occasion du contrôle portant sur ce dernier exercice.

Nonobstant cette observation, le Collège d'autorisation et de contrôle est d'avis que Belgacom a globalement respecté, pour l'exercice 2012, les obligations que lui impose le décret sur les services de médias audiovisuels.

Fait à Bruxelles, le 26 septembre 2013.

⁴ [Avis n° 5/2012](#) du 14 juin 2012 portant sur le contrôle de la réalisation des obligations de la société anonyme de droit public Belgacom (déclarée en tant que distributeur de services de radiodiffusion par câble ainsi que par voie hertzienne terrestre numérique) pour l'exercice 2011.